

REGLEMENT INTERIEUR CONSEIL ACADEMIQUE D'UNIVERSITE CÔTE D'AZUR

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, notamment ses articles 45, 47 et 49,

Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur voté par le CA provisoire du 18.09.2019,

Vu la délibération du Conseil Académique d'Université Côte d'Azur n°2020-28 relative aux modalités d'organisation à distance des délibérations de cette instance.

Préambule

Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer le mode de fonctionnement du conseil académique d'Université Côte d'Azur dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi que dans le cadre de ses statuts et de son règlement intérieur.

Les mentions en italique constituent des extraits des statuts d'Université Côte d'Azur ou de son règlement intérieur et ne peuvent en aucun cas être modifiées par le règlement intérieur du conseil académique.

Article 1 - Prérogatives du conseil académique

Statuts - Article 49 Attributions du conseil académique en formation plénière

Le conseil académique dispose des compétences suivantes:

I– Il adopte:

1° La répartition de l'enveloppe des moyens destinée à la formation allouée par le conseil d'administration et sous réserve du respect du cadre stratégique de sa répartition, défini par le conseil d'administration après avis du comité de pilotage;

2° La répartition de l'enveloppe des moyens destinée à la recherche allouée par le conseil d'administration et sous réserve du respect du cadre stratégique de sa répartition, défini par le conseil d'administration après avis du comité de pilotage;

3° Les règles de fonctionnement des laboratoires;

4° Les chartes éthiques de l'établissement sur l'ensemble de ses missions;

5° Le règlement des études;

6° Les dispositions relatives aux inscriptions et le calendrier pédagogique de l'établissement;

7° Les règles relatives aux examens;

8° Les règles favorisant la réussite du plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants;

9° Les règles permettant la mise en œuvre de l'orientation des étudiants et de la validation des acquis, à faciliter leur entrée dans la vie active et à favoriser les activités culturelles, sportives, sociales ou associatives offertes aux étudiants, ainsi que les mesures de nature à améliorer les conditions de vie et de travail, notamment les mesures relatives aux activités de soutien, aux œuvres universitaires et scolaires, aux services médicaux et sociaux, aux bibliothèques et aux centres de documentation et à l'accès aux ressources numériques;

10° Les modifications affectant en cours de contrat les formations dispensées par Université Côte d'Azur, dans le respect des orientations du contrat d'établissement et de la soutenabilité de l'offre globale de formation;

11° Les règles permettant l'évaluation et le suivi des formations et de la recherche d'Université Côte d'Azur;

12° Les règles favorisant la diffusion de la culture scientifique, artistique, technique et industrielle;

II. – Il est consulté et peut émettre des avis sur:

13° Le contrat pluriannuel d'établissement;

14° L'offre de formation de l'établissement dans le cadre de la demande d'accréditation mentionnée à l'article L. 613-1 du code de l'éducation;

15° La stratégie d'Université Côte d'Azur en matière de formation, de recherche, de diffusion et valorisation des résultats de la recherche, de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, de politique de vie étudiante et de campus, de documentation scientifique et technique;

16° La création ou la suppression de composantes académiques sans personnalité morale;

17° Toutes les mesures visant à garantir l'exercice des libertés universitaires et des libertés syndicales et politiques des étudiants

18° La qualification à donner aux emplois d'enseignant-chercheur et de chercheur vacants ou demandés;

19° Les capacités d'accueil et, le cas échéant, sur les modalités d'admission dans les formations d'Université Côte d'Azur;

20° Les tarifs relatifs aux diplômes d'établissements et à la reprise d'études;

21° Les conventions avec les organismes de recherche;

22° Les changements de direction, les changements de nom ou la création de nouvelles unités de recherche;

23° Les critères de choix des bénéficiaires ainsi que les barèmes de la prime d'encadrement doctoral et de recherche;

24° Les actions de nature à promouvoir et développer des interactions entre recherche et société;

25° Et sur toute question dont il est saisi par le président, le conseil d'administration ou le comité de pilotage d'Université Côte d'Azur en matière de prospective scientifique ou pédagogique.

Les décisions du conseil académique comportant une incidence financière sont soumises à l'approbation du conseil d'administration.

III. – Il propose au conseil d'administration un schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap, qui couvre l'ensemble des domaines concernés par le handicap. Après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-I-1 du code de l'éducation, ce schéma définit les objectifs que l'établissement poursuit afin de s'acquitter de l'obligation instituée par l'article L. 5212-1 du code du travail.

IV. – Le conseil académique peut décider que les compétences mentionnées du 7° au 11° du I et du 18° au 24° du II du présent article seront exercées par les commissions thématiques créées au sein du conseil académique ou, par délibération prise à la majorité absolue de ses membres en exercice, seront déléguées aux instances délibérantes des écoles universitaires de recherche ou à celles d'autres composantes sans personnalité morale d'Université Côte d'Azur.

Statuts - Article 50 Attributions du conseil académique en formations restreintes

I– Le conseil académique en formations restreintes est l'organe compétent mentionné à l'article L. 952-6 du code de l'éducation et peut ainsi émettre des avis notamment sur:

1° La définition d'un cadrage pour les délégations, détachements et congés pour recherches ou conversions thématiques des enseignants-chercheurs;

2° La définition de la stratégie et des orientations pour le recrutement des enseignants associés et invités;

3° La définition de la stratégie et des orientations pour accroître l'attractivité de l'établissement et permettre le recrutement de haut-potentiels scientifiques;

4° La définition d'un cadrage pour les attributions de supports d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche;

5° Les recrutements des personnels enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs des établissements- composantes, le cas échéant;

6° Les titularisations des maîtres de conférence stagiaires;

7° Les demandes d'avancement de grade;

8° Les demandes de délégations, détachements ou l'octroi des congés pour recherches et conversions thématiques, notamment;

9° La liste des bénéficiaires de la prime d'encadrement doctoral et de recherche;

10° La charte de recrutement dans le respect des grands principes des labels européens et internationaux.

II. – Le conseil académique en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés exerce également les compétences suivantes:

1° Avis de recrutement et de renouvellement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans le respect de l'enveloppe et du cadrage définis par l'établissement;

2° Avis de recrutement des chargés d'enseignement vacataires dans le cadre de l'enveloppe définis par l'établissement;

3° Décision quant à la constitution des comités de sélection en termes de composition et de désignation du président et du vice-président;

4° Décision quant à la constitution des comités de sélection en termes de nombre;

5° Décision sur le recours à la mise en situation professionnelle et ses modalités dans le cadre de recrutement des enseignants-chercheurs;

6° Proposition au président des attributions individuelles des primes pour charges administratives;

7° Proposition au président sur l'attribution individuelle des dispositifs d'intéressement à destination des enseignants, enseignants-chercheurs et assimilés.

Ces compétences peuvent être exercées par les commissions thématiques créées au sein du conseil académique siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés ou être déléguées, par délibération prise à la majorité absolue de ses membres en exercice, aux instances délibérantes élues permettant de respecter les conditions fixées à l'article L. 952-6 du code de l'éducation. Ces instances siègent alors en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés, dans les conditions précisées par le règlement intérieur. En formation restreinte aux enseignants, enseignants-chercheurs et personnels assimilés, le conseil académique est l'organe compétent pour les propositions au président des attributions individuelles des primes pour responsabilités pédagogiques. Cette compétence peut être exercée par les sous commissions thématiques créées en son sein siégeant en formation restreinte ou peut être déléguée, par délibération prise à la majorité absolue de ses membres en exercice, aux instances délibérantes élues des écoles universitaires de recherche ou à celles d'autres composantes sans personnalité morale d'Université Côte d'Azur. Ces instances siègent alors en formation restreinte aux enseignants, enseignants-chercheurs et personnels assimilés.

Statuts - Article 51 Contrôle et retrait des délégations consenties par le conseil académique

Lorsque le conseil académique confie l'exercice de certaines de ses attributions aux commissions thématiques créées en son sein ou les délègue aux instances délibérantes des écoles universitaires de recherche ou à celles des autres composantes sans personnalité morale d'Université Côte d'Azur, il définit un cadre préalable à cette délégation que les instances délégataires sont tenues de respecter. Il exerce en outre un contrôle des décisions et délibérations adoptées. S'il estime qu'elles ne respectent pas le cadre fixé, il peut par délibération prise à la majorité absolue de ses membres en exercice, supprimer sa délégation.

Dans le délai réglementaire, il peut également, s'il l'estime nécessaire à la préservation des intérêts de l'établissement et selon la même procédure, retirer la décision ou délibération concernée.

Article 2 - Fonctionnement du conseil académique

Statuts - Article 48 Réunions et organisation

Le conseil académique est présidé par le président d'Université Côte d'Azur, qui fixe l'ordre du jour de ses séances. Il peut déléguer ce rôle aux vice-présidents chargés de la recherche, de la formation ou de la vie universitaire.

Le conseil académique se réunit au moins quatre fois par an en formation plénière. Il peut être convoqué à l'initiative de la majorité de ses membres, sur un ordre du jour défini.

I. – Formation plénière ou restreinte

Sur l'ensemble des sujets relevant de ses attributions et pour garantir au mieux la cohérence entre la recherche et la formation au sein d'Université Côte d'Azur, le conseil académique siège en formation plénière. Toutefois, et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, le conseil académique en formation restreinte aux enseignants-chercheurs de l'établissement est l'organe compétent, mentionné à l'article L. 952-6 du code de l'éducation, pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs. Il délibère sur l'intégration des fonctionnaires des autres corps dans le corps des enseignants-chercheurs et sur le recrutement ou le renouvellement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche. Lorsqu'il examine en formation restreinte des questions individuelles relatives aux enseignants-chercheurs, autres que les professeurs des universités, il est composé à parité de représentants des professeurs des universités et des autres enseignants-chercheurs, dans les conditions précisées par le code de l'éducation. Sur l'ensemble des sujets relevant de ses attributions, le conseil académique en formation restreinte aux enseignants-chercheurs de l'établissement est composé à parité d'hommes et de femmes.

II. – Commissions thématiques

La section disciplinaire mentionnée à l'article L. 712-6-2 du code de l'éducation est constituée en son sein. En cas de double inscription d'un usager, le régime disciplinaire prévu dans l'établissement-composante s'applique. Le conseil académique peut créer, à la majorité des deux tiers de ses membres en exercice, des commissions thématiques, dont la composition est définie par le règlement intérieur. Les commissions thématiques peuvent émettre des recommandations soumises à l'approbation du conseil académique et exercer les attributions du conseil académique dans les conditions fixées au IV de l'article 49 et au II de l'article 50 des statuts d'Université Côte d'Azur.

Article 3 - Convocation et ordres du jour

Règlement intérieur - Article 26 Organisation des réunions du Conseil d'administration et du Conseil Académique :

Les réunions des Conseils font l'objet d'un calendrier prévisionnel sur l'année universitaire. Les convocations sont adressées par le Président ou la Présidente au plus tard quinze (15) jours avant la date de la séance, sauf urgence exceptionnelle. Les documents préparatoires aux réunions des conseils sont diffusés aux conseillers au plus tard huit (8) jours avant la tenue de la réunion, sauf cas d'urgence.

Seuls les étudiants et étudiantes titulaires sont convoqués, à charge pour elles et eux de se faire représenter par leurs suppléants ou suppléantes en cas d'empêchement.

Les séances des Conseils ont lieu sur un ordre du jour établi par le Président ou la Présidente. L'inscription d'une question à l'ordre du jour ou d'une motion est de droit si la demande écrite en est faite par un quart des membres au moins une semaine à l'avance sauf cas d'urgence ; la notion d'urgence est appréciée par chacun des Conseils.

L'ordre du jour peut être exceptionnellement complété en début de séance à la demande du Président ou de la Présidente et avec l'accord de la majorité des membres de chacun des Conseils.

Article 4 - Tenue des réunions des Conseils

Règlement intérieur - Article 27

En application de l'article 58 des statuts d'Université Côte d'Azur, les Conseils ne peuvent siéger valablement que si la moitié des membres en exercice les composant est présente ou représentée. Toutefois, si ce quorum n'est pas atteint à la première convocation, il appartient au Président ou à la Présidente de procéder à une deuxième convocation sur le même ordre du jour à la suite de laquelle la séance peut se tenir valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Cette seconde réunion ne peut avoir lieu moins de cinq jours ni plus d'un mois après la première.

Le quorum est considéré à l'ouverture de la séance et le conseil peut siéger valablement pendant toute la durée de la séance quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Article 5 - Procurations

Règlement intérieur - Article 29

Tout administrateur ou conseiller ou toute administratrice ou conseillère empêché, et dont le suppléant ou la suppléante, lorsqu'il y en a un, est également empêché, peut donner procuration à un autre administrateur ou une autre administratrice. Nul ne peut disposer de plus de deux (2) procurations.

La procuration doit être spéciale, c'est-à-dire établie pour une seule séance, nominative, datée et signée. Elle doit être déposée auprès du Secrétariat de séance au plus tard avant le début de la séance.

Le cas échéant, en cas d'empêchement les titulaires sont représentés par leurs suppléants ou suppléantes. En cas d'empêchement simultané du représentant ou de la représentante titulaire et de son suppléant ou de sa suppléante, il est possible au titulaire de donner procuration à un autre membre du même conseil.

En ce qui concerne les personnalités extérieures, en cas d'empêchement, elles sont représentées par leur suppléant ou suppléante de même sexe.

Les suppléants et suppléantes seront tenus informés des dates de réunion du conseil en parallèle à l'envoi des convocations aux titulaires.

Les personnes désignées à titre personnel pourront donner et recevoir procuration dans les mêmes conditions que les autres membres du conseil.

En cas de départ anticipé en cours de séance d'un membre du conseil, celui-ci peut donner pouvoir à un autre conseiller présent dans le respect du nombre de procurations admissibles.

Article 6 - Adoption des procès-verbaux

Règlement intérieur - Article 28

I. Après chaque réunion des conseils pléniers, une proposition de procès-verbal est transmise par courrier électronique à tous les administrateurs et toutes les administratrices dans les meilleurs délais.

Le procès-verbal est définitivement approuvé par un vote à la séance ordinaire suivant la diffusion du projet, après avoir débattu des éventuelles observations des administrateurs et administratrices.

Les procès-verbaux sont publiés sur le site de l'Université.

II. Après chaque réunion des conseils restreints, un procès-verbal est établi. Il est signé par le Président de séance et un extrait des procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration ou du Conseil Académique en formation restreinte, peut, en outre, être communiqué aux agents dont la situation personnelle a été évoquée à l'occasion de ces réunions, sur demande écrite de leur part. Cet extrait de procès-verbal se limite, alors, aux seules informations qui les concernent.

Article 7 - Votes

Règlement intérieur - Article 30

En application de l'article 59 des statuts d'Université Côte d'Azur, les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés, sauf dispositions légales ou réglementaires contraires et sauf règles de majorité spécifique prévues par les statuts d'Université Côte d'Azur.

Les votes ont lieu à main levée ou à bulletin secret. Toute décision des Conseils concernant les personnes doit être prise au scrutin secret. Lorsqu'il n'est pas obligatoire, le vote à bulletin secret peut être demandé par un membre du Conseil.

Lorsque le résultat du vote fait apparaître un partage égal des voix, le vote du Président ou de la Présidente, ou celui du Vice-Président ou de la Vice-Présidente désigné pour présider la séance, est prépondérant, sauf lorsque le vote a lieu à bulletin secret.

Le nombre de voix tient compte uniquement des personnes présentes ou représentées au moment du vote considéré.

Article 8 - Débats

Règlement intérieur - Article 31

Le Président ou la Présidente d'Université Côte d'Azur, dirige les débats des conseils.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président ou la Présidente d'Université Côte d'Azur désigne parmi les Vice-Présidents et Vice-Présidentes, celui ou celle chargé de présider la séance du Conseil en son absence.

Les Vice-Présidents et Vice-Présidentes appelés à présider un conseil en cas d'empêchement momentané du Président ou de la Présidente en exercice disposent d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, sauf lorsque le vote a lieu à bulletin secret.

Les membres du Conseil demandent la parole au Président ou à la Présidente de séance qui la leur donne dans l'ordre où ils l'ont demandée. Le Président ou la Présidente de séance peut interrompre les interventions lorsqu'il/elle considère qu'elles ne se rapportent pas strictement aux questions inscrites à l'ordre du jour. Avec l'accord du Conseil, le Président ou la Présidente de séance peut répartir également, en le limitant, le temps de parole des intervenants et intervenantes inscrits dans un débat.

Article 9- Confidentialité des débats et des documents.

Les séances du conseil académique, en formation plénière ou restreinte, ne sont pas publiques.

Les documents préparatoires à la séance, les rapports et documents adressés au conseil sont confidentiels et ne doivent pas être diffusés même à l'issue des conseils. Les informations nominatives permettant d'identifier un membre rapportant sur un dossier ou relatives à l'examen d'un dossier sont confidentielles. Elles ne doivent pas être communiquées par les membres du conseil à des tiers. Cette obligation de confidentialité s'étend à toute personne assistant aux réunions du conseil.

Le conseil ne peut pas valablement délibérer en présence de personnes qui n'en sont pas membres ou invitées. En cas d'irruption de personnes non membres ou non invitées au cours d'une séance du conseil, la séance est suspendue et aucun débat ou vote ne peut avoir lieu tant que les conditions normales de débats et de délibérations ne sont pas rétablies.

Les séances du conseil en formation plénière sont enregistrées afin de faciliter la rédaction des procès-verbaux. Seuls les membres du conseil et les personnels en charge du secrétariat de séance peuvent consulter les enregistrements. Ils sont supprimés dès l'approbation du procès-verbal de la séance pour lequel ils ont été réalisés.

Les séances du conseil en formation restreinte ne sont pas enregistrées.

Article 10 - Adoption et modification du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est adopté à la majorité absolue des membres en exercice du Conseil Académique.

Toute modification ultérieure du présent document est adoptée dans les mêmes conditions.